Inter Pares
BULLETIN
VOLUME 30, NUMÉRO 1, FÉVRIER 2008

Des femmes demandent justice

Par une chaude soirée de septembre, en réponse à l'invitation d'Inter Pares, près de quatre cents personnes se sont pressées dans une salle communautaire d'Ottawa pour entendre quatre militantes pour les droits des femmes parler de violence sexuelle.

L'assistance était composée d'hommes et de femmes de tous âges, universitaires, défenseurs locaux des droits de la personne et membres de communautés immigrantes d'Ottawa. En dépit de la nature du débat, il régnait un air de solidarité tandis que la discussion animée se poursuivait tard dans la soirée.

Venues d'un peu partout, ces quatre militantes, Sophie Havyarimana du Burundi, Diana Avila du Pérou, Zipporah Sein de Birmanie et Asha El-Karib du Soudan, et onze autres ont été conviées par Inter Pares à participer à une série d'événements étalés sur deux semaines et quatre villes sur le thème « *Rompre le silence : Des femmes demandent justice* ». Toutes œuvrent auprès de survivantes de violences sexuelles dans des pays déchirés par les conflits armés.

Depuis de nombreuses années, Inter Pares travaille dans des zones de conflit armé offrant appui et solidarité à celles et ceux qui sont le plus touchés par la violence. Dans les situations de conflit, on tend à se concentrer sur les hommes en tant que combattants, victimes ou négociateurs ; les femmes, qu'elles soient soldates, résistantes, actrices politiques ou, trop souvent, victimes, sont généralement reléguées au second plan. Le fracas des armes masque l'utilisation de la violence sexuelle contre elles. Tant et si bien que lorsque les canons se taisent, elles continuent de subir les effets des brutalités qui leur ont été infligées même si cela est rarement reconnu. Les survivantes vivent dans la honte, les crimes dont elles ont été victimes sont rarement rendus publics et leurs responsables ne sont pas sanctionnés.

Les événements de septembre ont donc été l'occasion pour ces militantes contre la violence sexuelle d'échanger leurs expériences, de tirer profit des enseignements des autres et de rencontrer des Canadiennes et des Canadiens qui combattent la violence contre les femmes et l'inégalité des sexes. Les participantes sont arrivées du Burundi, du Soudan, de Birmanie, de Colombie, du Pérou et du Guatemala, autant de pays ayant payé un lourd tribut à la guerre. En dépit de leurs origines diverses, les expériences qu'elles ont évoquées dans leurs entretiens avec les représentants des institutions publiques et des organisations internationales,

REBECCA WOLSAK

De gauche à droite, Nadia Faucher d'Inter Pares en compagnie de Diana Avila, Asha El-Karib, Zipporah Sein et Sophie Havyarimana.

les militantes communautaires et la population en général étaient quasiment identiques : récits de crimes sexuels abjects systématiquement perpétrés contre les femmes, en particulier celles qui sont marginalisées et qui habitent les campagnes.

Au cours de nos rencontres, nous avons discuté des problématiques, défis et stratégies communs à notre action. Nous avons rappelé comment les survivantes s'organisent pour réclamer la fin de l'impunité des responsables des crimes dont elles ont été victimes et la révision des cadres juridiques nationaux pour qu'ils soient traduits en justice. Nos collègues ont exprimé tout le respect qu'elles éprouvent envers les survivantes de ces crimes pour leur courage, leur dignité et leur force morale. Nous sommes toutes et tous parvenus à la conclusion que la violence faite aux femmes ne trouve pas son origine dans les conflits armés, mais bien dans l'ordre social qui les dévalorise.

Dans l'exposé qu'elle a fait ce soir-là à Ottawa, Asha El-Karib du Soudan a dépeint la situation au Darfour. L'ampleur et l'acuité de la violence y sont telles qu'elles l'ont conduite, avec ses collègues, à réfléchir sur le recours au viol comme arme de guerre. « Il est évident que la violence contre les femmes existait avant la guerre. Elle est fonction de la subordination des femmes, de l'inégalité des sexes et de l'objectivation des femmes. » Selon elle, c'est dans ce contexte patriarcal que la violence contre les femmes prend racine.

Asha a incité l'assistance à rompre le silence. « Nous devons nous poser la question à savoir si notre silence ou notre passivité ne contribuent pas aux crimes contre les femmes, pas seulement au Soudan, en Birmanie et au Burundi mais aussi ici, au Canada ».

Cette édition du *Bulletin* traite du dévouement de femmes qui offrent leur appui et leur solidarité aux survivantes de la violence et des leçons tirées de leur action pour que justice prévale.

Tournant au Pérou : L'impunité en question

Lorsque Diana Avila, Directrice générale de *Project Counselling Service* (PCS), a quitté Ottawa en septembre dernier pour rentrer chez elle, elle était loin de s'imaginer qu'une semaine plus tard elle célébrerait un moment historique dans la quête pour la justice au Pérou. Après des années d'efforts, les défenseurs des droits de la personne ont réussi à convaincre la Cour suprême du Chili d'extrader l'ex-Président péruvien Fujimori vers son pays d'origine. Il devra désormais y répondre des accusations de violation de droits de la personne et de corruption au cours d'une décennie couvrant la seconde moitié des vingt années de conflit armé et durant laquelle il a exercé un pouvoir autoritaire. Pour une grande partie de la population péruvienne, cette décision représente un tournant, un pas important dans le sens de la remise en question de l'impunité quasi-totale dont jouissent les responsables publics et militaires ayant bafoué les droits de la personne.

La décision représente aussi une victoire symbolique importante pour les femmes ayant pâti de la violence sexuelle durant le conflit. Publié en 2003, le rapport de la Commission vérité et réconciliation a établi que les violences sexuelles « systématiques et généralisées » perpétrées par les militaires contre les femmes durant le conflit armé étaient un crime contre l'humanité; cependant, le système judiciaire péruvien n'a toujours pas qualifié ces crimes de tels. Grâce à l'appui d'Inter Pares et de PCS, des organisations de femmes et des droits de la personne ont élaboré une proposition d'amendement au code pénal péruvien pour remédier à la situation. Dernièrement et après collaboration avec le caucus des femmes membres du Congrès, elles ont réussi à la soumettre à l'attention de cette institution. En outre, au mois de novembre, le procureur de la région de Huancavelica, l'une des plus touchées par le conflit, a finalement donné son accord pour que la cause de sept femmes autochtones accusant des soldats de crimes sexuels soit entendue par le tribunal.

À l'issue d'années d'activités de sensibilisation menées par les survivantes et les organisations de droits de la personne, les victimes commencent enfin à obtenir l'appui de leurs communautés et des organisations locales. Il y a quelques années, les organisations des droits de la personne n'étaient pas suffisamment préparées pour faire face à la problématique de la violence sexuelle durant le conflit armé qui demeure toujours délicate et taboue. Néanmoins, les questions de justice et réparation pour les femmes survivantes sont désormais reprises par des organisations pour les personnes déplacées, les victimes de la torture ou les familles de disparus et même des autorités locales et régionales.

Cela peut sembler bien peu de chose eu égard au chemin à parcourir avant d'obtenir justice et de recevoir réparation; mais ce faisant, les Péruviennes et les organisations qui les représentent deviennent les agentes du changement pour leur bénéfice, celui de leurs communautés et de leurs enfants. L'extradition de Fujimori n'est qu'une victoire dans le combat engagé contre l'impunité des responsables des violations des droits de la personne au Pérou; les survivantes et les organisations qui les accompagnent dans leur quête de justice veilleront à ce qu'elle soit suivie de bien d'autres.

CAROLINE BOUDREAU

Toile réalisée par un artiste soudanais dans le cadre d'une ex

Women's League of Burma : Aux prises avec le continuum de la violence

Lorsque Tay Tay, coordonnatrice du programme sur la violence contre les femmes de la *Women's League of Burma* (WLB), est retournée, en septembre dernier, en Thaïlande, son pays d'exil, elle a assisté, comme nous tous, avec horreur, à la répression musclée de manifestations populaires non violentes en Birmanie. Depuis plus de quarante ans, la population birmane vit sous le joug d'une dictature militaire qui se sert de méthodes particulièrement brutales dans sa guerre contre les groupes ethniques du pays. Pour des milliers de paysannes, cela signifie subir les campagnes de violence sexuelle systématiques menées par l'État. Cela signifie aussi vivre avec la douleur et les traumatismes, en l'absence d'appui et d'accès à la justice.

Face à cette situation, les membres de l'organisation de Tay Tay qui chapeaute des groupes de femmes exilées de Birmanie ont documenté la prévalence de la violence sexuelle commanditée par l'État. Avec l'aide de courageuses survivantes qui osent s'exprimer, les membres de la WLB ont produit des rapports détaillés sur le recours systématique et stratégique du régime birman au viol comme arme de guerre. La junte a nié les faits de manière véhémente.

Grâce aux échanges communautaires et aux rencontres avec les femmes, la WLB crée des espaces sûrs permettant aux femmes de se sentir en confiance pour raconter leur vie dans les camps de réfugiés et les communautés de personnes migrantes. Pour la WLB, il est désormais évident que la

Promouvoir les droits des femmes au Soudan

Lorsqu'Asha El-Karib et Fahima Hashim sont rentrées à Khartoum après leur visite au Canada en septembre, elles ont replongé dans le dur quotidien des femmes au Soudan, ce pays où l'inégalité entre les sexes déjà fortement répandue a été exacerbée par des décennies de conflits et la militarisation de la vie politique. Mais, riches de leurs rencontres avec leurs collègues d'Inter Pares d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et du Canada, elles ont aussi retrouvé les personnes avec qui elles œuvrent à créer un mouvement pour confronter cette réalité.

Asha et Fahima ne cessent de contester le statut de citoyenne de seconde classe réservé aux femmes du Soudan. Leur expérience canadienne les a emplies d'énergie et leur a donné la force de faire face à l'opinion répandue selon laquelle la violence contre les femmes et la violence sexuelle, en particulier, ne sont pas courantes au Soudan.

À travers le monde, la dénonciation du recours systématique au viol comme arme de guerre au Darfour a contribué à renforcer les pressions exercées sur le gouvernement soudanais et sur la communauté internationale pour qu'ils s'attaquent au problème. Malgré tout, les organisations de femmes soudanaises qui s'attachent à panser les plaies des communautés déchirées par les affrontements armés sont aux prises avec d'énormes obstacles. Leur travail est particulièrement difficile lorsqu'elles tentent de venir en aide aux femmes touchées par la violence sexuelle dans les camps autour de Khartoum ou dans d'autres régions du pays où les conflits perdurent.

position sur la violence contre les femmes.

Pour elles, promouvoir les droits des femmes et l'égalité des sexes sert à remettre en question l'ordre social actuel du pays. La sexualité est un sujet tabou. Les femmes et les filles ne peuvent donc s'interroger sur la manière dont la société les réduit au rang d'objet sexuel, encore moins la contester. Des poèmes et des chansons populaires renforcent la perception des femmes et des filles comme étant la propriété de leur père, de leur frère ou de leur mari. La distinction entre viol et rapport sexuel est si ténue dans l'interprétation soudanaise de la loi islamique que les femmes qui osent dire qu'elles ont été violées sont poursuivies pour adultère. Mais Asha, Fahima et leurs collègues s'entendent pour considérer que la violence sexuelle contre les femmes et les filles, y compris le recours systématique au viol, le mariage forcé à un jeune âge, la violence conjugale et la mutilation génitale des filles, n'est pas irrémédiable. Avec le temps, les pratiques culturelles au Soudan ont changé et peuvent encore le faire.

L'organisation à laquelle appartient Asha, le *Gender Centre for Research and Training*, et celle de Fahima, le *Salmmah Women's Resource Centre*, se sont jointes à d'autres organisations soudanaises pour rompre le silence qui entoure la violence contre les femmes. En dépit des risques encourus, elles dénoncent la situation des femmes en produisant des documentaires et publiant des articles dans les médias nationaux et internationaux. Avec des femmes leaders du Darfour et d'autres régions du pays, elles œuvrent pour que leurs préoccupations et leurs voix soient entendues dans les négociations de paix.

Pour Inter Pares, c'est un honneur de collaborer avec Fahima, Asha et tant d'autres militantes et militants du Soudan qui ont le courage de s'exprimer pour transformer leur pays et leur société.

Pour entendre une entrevue radiodiffusée d'Asha El-Karib sur les défis des militantes au Soudan, visiter le site web d'Inter Pares.

violence, y compris sexuelle, ne se limite pas aux situations de conflit armé; elle se trouve au sein des foyers et des communautés où vivent les femmes. Traiter de la problématique de la violence à la maison, outre celle de l'État, est pour la WLB un défi de plus. Au cours de sa visite à Ottawa, Tay Tay faisait remarquer qu'il « est parfois plus facile de traiter l'État d'ennemi que de faire face à la violence du quotidien ». Mais, pour la WLB, il n'en demeure pas moins que, l'amélioration du sort des femmes passe par la nécessaire reconnaissance de l'existence de la violence sous tous ses aspects.

Inter Pares soutient les activités du programme de la violence contre les femmes de la WLB en Inde, en Chine et en Thaïlande parce qu'il leur permet de parler de cette violence. L'appui de la WLB aux victimes est concret puisqu'elle fournit services médicaux, réponse aux besoins de base, refuge, assistance psychologique et accès aux réseaux locaux d'aide juridique. Les programmes de formation de la WLB sont axés sur le conseil psychologique, le trafic des femmes et les approches féministes pour la documentation des violations des droits de la personne. La WLB poursuit ses recherches en matière de violences sexuelles comanditées par l'État en Birmanie.

L'exemple de la WLB est source d'inspirations ; il montre combien les efforts concertés des femmes leur permettent de faire face à la violence qui les atteint partout dans le monde.

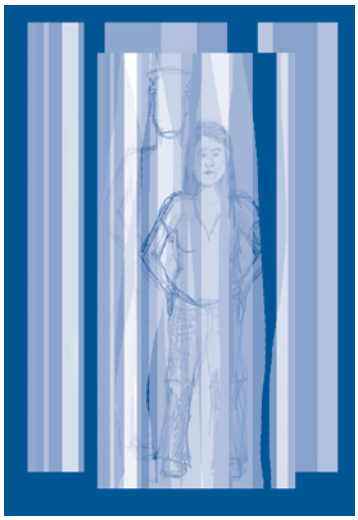
Savoir pour agir

À la suite des événements tenus sous le thème « Des femmes demandent justice », Rachel Gouin, membre de l'équipe d'Inter Pares, a voulu partager réflexions et interrogations suscitées par les rencontres et les discussions avec ses collègues.

En septembre dernier, Inter Pares a réuni des femmes des quatre coins du monde pour nous aider à mieux cerner ensemble la problématique de la violence sexuelle contre les femmes dans les situations de conflit armé. Nous nous sommes demandé pourquoi cette violence était si répandue et quelles en étaient les causes. En faisant front commun avec celles et ceux qui luttent pour la paix et la justice sociale, Inter Pares a pu organiser des rencontres et un dialogue autour d'un thème aussi délicat. Les débats ont tourné autour des structures patriarcales, du continuum de la violence, du féminisme et de la résistance. À travers la discussion, des mots chargés de sens sont devenus des réalités palpables. Ils ont permis de décrire nos expériences et les contextes de notre action : au Pérou, en Colombie, au Burundi, au Soudan, au Guatemala, en Birmanie et au Canada.

En tant que militante et membre de l'équipe d'Inter Pares, j'ai puisé mon inspiration dans les paroles d'Asha, de Tay Tay, de Diana et des autres qui racontaient leurs expériences et présentaient leurs réflexions et leurs analyses. J'ai été saisie par la question d'Asha : « Qu'est-ce qui donne au prédateur la légitimité, le pouvoir ou l'excuse du recours à la violence sexuelle comme arme de guerre ? » Tentant d'y répondre, nous avons conclu que la violence tolérée dans l'espace privé justifie et encourage la violence dans la sphère publique et vice versa. Ces deux espaces ne sont pas séparés par des cloisons étanches même si les circonstances et la motivation des responsables de la violence sont différentes. La domination qu'exercent les hommes sur les femmes constitue la toile de fond sur laquelle se dessinent les atrocités ourdies et perpétrées contre les femmes en temps de guerre. Lorsque les conflits armés prennent fin sans que les injustices qui les ont causés aient été réparées, les structures du pouvoir, dont celles qui justifient la violence sexuelle, demeurent inchangées laissant de nombreux crimes impunis. Une acception élargie de la notion de violence sexuelle contre les femmes nous permet de dénoncer autant l'État qui commandite la violence que ceux et celles qui s'en font les complices. Elle ouvre aussi le champ à une réflexion individuelle qui nous amène à remettre en question la manière dont nous perpétuons l'inégalité des sexes au quotidien.

Évoquant les défis qu'elle doit relever dans son action le long de la frontière entre la Thaïlande et la Birmanie, Tay Tay s'est demandé : « Comment faire face à la violence institutionnelle sans remettre en cause les structures patriarcales à l'origine de cette violence? » Quant à Giulia du Pérou, elle nous a rappelé que « dans des sociétés de plus en plus militarisées, les stéréotypes sexuels sont manipulés à des fins politiques et militaires ». En l'absence d'une analyse des inégalités sexuelles systémiques, les actes de violence contre les femmes peuvent sembler aléatoires, incohérents ou sans fondement. Sans une critique de la militarisation de la société, les survivantes d'un viol restent victimes des circonstances : elles se sont trouvées au mauvais endroit, au mauvais moment. Mais, en réalité, la violence contre les femmes précède l'apparition des conflits et perdure après la signature des accords de paix. Bien qu'il faille faire face à la violence sexuelle dans les situations de conflit armé, il nous paraît évident que notre combat déborde de ce cadre étroit.



REBECCA WOLSAK

Pour pousser la réflexion, Inter Pares a organisé un dialogue entre des militantes canadiennes et nos homologues invitées. Ces dernières ont été consternées par la violence quotidienne à laquelle sont confrontées les femmes et les filles au Canada et par la manière dont le Canada porte atteinte à l'égalité des sexes. Nous sommes tombées d'accord sur le fait que toutes les sociétés, sans exception, se sont militarisées jusqu'à faire de la sécurité une obsession et qu'il est donc impératif de poursuivre notre action et des dialogues féministes pour transformer l'idéologie de la peur qui prévaut à l'heure actuelle.

Bien que les sociétés patriarcales dans lesquelles nous vivons se caractérisent par des formes de pouvoir et d'oppression variées et bien que les combats soient aussi différents, l'objectif ultime, à savoir, mettre fin à la violence faite aux femmes, est universel. Les événements de septembre m'ont rappelé que des femmes venues d'horizons divers peuvent partager la même analyse des causes profondes de la violence qui leur est faite. Le féminisme ne se réduit pas à la recherche d'une égalité universelle ; c'est une action commune pour traduire cet idéal dans la réalité. Ensemble, nous saurons aller de l'avant sur le chemin de l'humanité.

Inter Pares ISSN 0715-4267

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) Canada K1N 6P1
Tél. (1-613) 563-4801 ou (1-866) 563-4801 (sans frais)
Téléc. (1-613) 594-4704 www.interpares.ca

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les iniquités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.
La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par l'Agence canadienne de développement international.

CONCEPTION GRAPHIQUE : DAVIDBERMAN.COM